HICHAM EL HABTI

Président de l'Université Mohammed VI Polytechnique

«L'UM6P ambitionne de se positionner parmi les établissements prestigieux de notre ère»

Située dans la ville verte de Benguérir, à moins d'une centaine de km de Marrakech, l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) est un hub de formation d'excellence pour les futures élites du Maroc et de l'Afrique. De l'école d'ingénieur à la faculté de gouvernance et de sciences sociales ou de médecine, en passant par des centres de recherche en intelligence artificielle..., cette institution de classe mondiale, portée par la Fondation OCP, qui a noué des passerelles avec des universités de renom telles que MIT, Stanford, Harvard, Ecole Polytechnique de Paris, Université de Jerusalem..., contribue aujourd'hui à former des leaders compétents, en Afrique pour l'Afrique.
Hicham El Habti, Président de l'UM6P, revient en exclusivité pour AFRIMAG sur les ambitions de l'université.

AFRIMAG : Six ans après son inauguration, l'UM6P continue de se positionner comme un hub de formation d'excellence pour les futures élites marocaines mais aussi du continent africain. Comment expliquez-vous cet objectif de placer l'Afrique au cœur de ce grand projet ?
Hicham El Habti : On ne peut pas mentionner le focus de l'UM6P sur l'Afrique sans le placer dans son contexte général. En effet, en tant qu'université marocaine, la dimension africaine de notre stratégie n'existe pas en vase clos. Le Maroc a durant la dernière décennie fait le pari de la coopération Sud-Sud en investissant dans l'essor de son continent, et ce dans tous les secteurs : télécoms, engrais, agroalimentaire, finances, assurances... Il va de soi que cette stratégie s'accompagne aussi de grandes initiatives appartenant plus au registre du «soft power». Catalyser l'émergence de l'Afrique, c'est aussi impulser une économie du savoir robuste

en Inde et en Afrique. Le changement annoncé ne se fera pas en un jour, ni même en un an. Il sera conditionné non pas par la volonté de la France de réduire sa présence, militaire surtout, dans des pays où la masse populaire est de plus en plus forte, mais par ce qu'on pourrait appeler les "conditions du terrain." Cela concerne aussi bien les pays en guerre contre le terrorisme (Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad, dont certains sont en transition démocratique, que des pays où le soutien de Paris à des régimes peu enclins aux changements, de quelque nature qu'ils soient, justifie la levée de bouclier contre la France.

La résurgence des questions qui fâchent liées à l'idée équivoque d'une françafrique à sens unique, politiquement et économiquement, pose la nécessité d'une "pacification" des rapports entre la France et ses anciennes colonies. La suspicion nait de l'incompréhension alimentée, chez les peuples d'Afrique, par un faisceau d'actes et de paroles récurrents depuis "l'historique" Discours de La Baule de François Mitterrand (20 juin 1990) enjoignant aux "gouverneurs des provinces" des anciennes possessions françaises d'Afrique d'adopter la démocratie comme mode de gestion politique.

Pour comprendre le sens profond de la crise actuelle entre la France et «son Afrique», une mise en contexte de ce Discours s'impose.

Alors que les relations de l'Afrique avec le bloc de l'Ouest étaient fondées, dans le contexte de guerre froide, sur la préservation des régimes anti-communistes et la sécurisation des approvisionnements, en général sans réelle considération pour le respect des droits humains et de la démocratie par ces derniers, le discours de La Baule invite les pays d'Afrique à lancer un processus de démocratisation sous peine, dans le cas contraire, d'être privés du soutien du Nord.

Prononcé alors qu'avait lieu la chute des régimes communistes en Europe, ce discours fonde des relations qui portaient en elles les germes d'un néocolonialisme d'idées. Une mondialisation à l'allure d'une «uniformisation» qui n'est pas du goût de tout le monde et dont les récriminations d'aujourd'hui ne sont que le prolongement.

Ce qui est sûr cependant est qu'Emmanuel Macron a présenté, le 27 février dernier, les orientations de SA politique africaine pour les années à venir, sans aucune assurance qu'elles auront plus d'effet que le Discours de La Baule d'il y a trente ans.

De l'exigence de démocratie de Mitterrand à la socialisation de Macron

Si Mitterrand donnait des directives démocratiques à appliquer sans tarder, au risque de se voir priver de l'APD française, et plus généralement européenne, Macron revisitait, lui, des thématiques plus «sociales». «Du défi sécuritaire, climatique, au défi démographique, avec la jeunesse qui arrive et à laquelle il faut proposer un avenir pour chacun des États africains», a-t-il énuméré, il faut «consolider des États et des administrations, investir massivement dans l'éducation, la santé, l'emploi, la formation, la transition énergétique», estime le chef de l'État français. Le Président a par la suite annoncé une «loi-cadre» pour de «nouvelles restitutions» d'œuvres d'art «au profit des pays africains qui le demandent». Elle «sera proposée dans les prochaines semaines par la ministre de la Culture à notre Parlement» et «permettra de fixer la méthodologie et les critères pour procéder» à ces restitutions, «reposant sur un partenariat culturel et scientifique pour accueillir et conserver ces œuvres».

Emmanuel Macron souhaite «que cette démarche puisse s'inscrire dans une dynamique plus large et également une dynamique européenne».

Et dans une logique de refus de réduire l'Afrique à un «terrain de compétition», privilégiant une relation «équilibrée» selon ses termes, Macron a annoncé que la France n'aura plus, à l'avenir, que des bases militaires cogérées avec les pays concernés sur le continent. Cela passera par une «diminution visible» des effectifs français déployés, mais un «effort accru» en matière de formation et d'équipements. Le président parle d'un «nouveau modèle de partenariat» impliquant une «montée en puissance» des Africains.

Un beau discours donc, plein d'idéalisme mais péchant par son manque de connectivité à l'âme africaine. Parler de l'Afrique – à l'Afrique – sans pénétrer ses réalités intrinsèques, c'est fort justement ce paternalisme qui choque les élites du continent et accentue le sentiment que la France n'arrive toujours pas à comprendre que sa politique étrangère a besoin de fréquentes mises à jour.

Par Sneiba Mohamed